

# Macron va-t-il dérouler le tapis rouge à Xi Jinping ?



CHRONIQUE  
Bertille Bayart

**X**i Jinping n'a pas remis le pied en Europe depuis le Covid. Autant dire que sa venue en France les 6 et 7 mai prochains - qui n'est pas encore officiellement confirmée - revêt une importance toute particulière. Les préparatifs de ce déplacement s'accroissent. De sources concordantes, Emmanuel Macron envisage ainsi d'emmener son homologue dans les Hautes-Pyrénées. Chez lui, en somme. Sur les traces de son enfance chez sa grand-mère. Retour de politesse, puisque Xi Jinping avait fait visiter au président français la résidence de gouverneur où son père avait habité à Canton. Un autre déplacement plus formel pourrait avoir lieu, à Marseille. Autre ville de cœur d'Emmanuel Macron.

Cette visite a une portée symbolique. La France et la Chine commémorent les 60 ans de leurs relations diplomatiques. L'agenda politique et stratégique de la visite du plus puissant allié de Vladimir Poutine, également attendu en Serbie et probablement en Hongrie, s'annonce chargé. L'agenda économique, y compris son lot traditionnel de contrats, le sera au moins autant.

Pour le préparer, le ministre chinois du Commerce était à Paris dimanche et lundi pour un exercice impeccable et aimable d'hypocrisies réciproques. Wang Wentao l'a juré, l'enquête ouverte par Pékin sur les cognacs n'a rien de politique. « C'est difficile de comprendre comment une bouteille de XO à 300 euros peut être accusée de dumping », ironisait la semaine dernière le patron de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine, Jens Eskelund. Quant à la France, elle le promet, elle n'est pour rien dans l'enquête qui vise les véhicules électriques chinois et que Pékin n'a de cesse de dénoncer.

La visite de Xi Jinping intervient alors que le monde est pris de vertige à la lecture des statistiques chinoises qui décrivent des surcapacités industrielles inédites. La Chine produit toujours plus, alors qu'elle consomme chichement. Cela prépare-t-il un second « choc chinois » pour l'économie de la planète, après

celui provoqué par l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 ?

Ce second choc est en réalité potentiellement plus violent que le premier, pour quatre raisons. Un, parce que la Chine a acquis en vingt ans un poids considérable, et représente 31 % de la production manufacturière mondiale. Deux, il ne s'agit plus de se laisser submerger par des produits peu chers et bas de gamme, mais par des produits peu chers et d'aussi bonne qualité, sinon meilleure, que les nôtres. Trois, il n'y a plus vraiment, en échange de nos importations, d'eldorado chinois. De petites tracasseries administratives en vraies barrières, les multinationales se sentent de moins en moins chez elles dans l'empire du Milieu. « Elles doivent prendre des décisions difficiles pour sa-

**« C'est difficile de comprendre comment une bouteille de XO à 300 euros peut être accusée de dumping »**

Jens Eskelund

Président de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine

voir comment, et parfois même si, elles restent engagées sur le marché chinois », décrit un récent rapport de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine. Quatre, l'économie chinoise n'est plus en train de se couler dans la grammaire libre-échangiste des affaires inspirée par l'OMC, elle se transforme radicalement, sous la direction de Xi Jinping, en véritable capitalisme d'Etat, dirigiste, ultrarégulé, entièrement soumis aux impératifs de sécurité nationale avec une intégration civilo-militaire assumée, en particulier dans les domaines technologiques.

Comment réagir ? Les États-Unis surtaxent les importations chinoises et multiplient les mesures de contrôle des exportations pour tenter de couper l'accès de la Chine aux technologies les plus avancées.

L'Union européenne élève son niveau de riposte. Après les panneaux solaires, la commissaire à la Concurrence, Margrethe Vestager, a annoncé mardi une enquête sur des marchés de turbines éoliennes. Fin mars, inaugurant le nouvel outil de lutte contre les subventions étrangères, le commissaire au Marché intérieur, Thierry Breton, avait poussé le constructeur ferroviaire CRRC à se retirer d'un marché public bulgare. Dans les prochains jours, la Commission pourrait ouvrir un nouveau front, sur le terrain de la réciprocité dans l'ouverture des marchés publics.

Aucun de ces instruments n'est cependant en mesure de contrer la totalité de la stratégie de concurrence chinoise. Aucune surtaxe ne compensera les énormes gains de productivité tirés d'un marché intérieur de 1,4 milliard d'habitants. Aucune enquête sur les subventions ne saura rétablir l'équité face à une économie entièrement irriguée au crédit subventionné et qui n'obéit donc pas aux mêmes exigences de coût du capital.

Pour autant, ni les États-Unis ni même l'Europe ne sont démunis. La Chine a besoin de nos marchés et de certaines de nos technologies. La preuve avec les opérations séductions lancées par Pékin à destination des entreprises et investisseurs étrangers. Lundi, Alain Mérioux, le fondateur de bioMérioux, a été reçu à titre privé par Xi Jinping lui-même. Le président chinois s'est aussi rendu en personne sur un site du chimiste allemand BASF. Il a participé à un dîner de dirigeants américains de haut vol (Blackstone, Qualcomm, FedEx...) fin mars. Pour les entreprises qui combinent les lacunes technologiques du tissu chinois, par exemple dans le domaine des semi-conducteurs, Pékin est prêt à dérouler le tapis rouge.

Il y a donc une partie, serrée, d'interdépendance à jouer avec Pékin. Ni la France ni l'Europe ne peuvent suivre le jusqu'au-boutisme de Washington. Il faudra au moins une décennie pour désincarcérer des appareils productifs qui ont été intimement intégrés depuis plus de vingt ans. Pour autant, il faut « montrer les dents », selon l'expression de Bruno Le Maire. Et mieux vaut les avoir pointées. ■

# Comment l'Élysée a relancé les débats sur le rôle de la France au Rwanda



ANALYSE  
Tanguy Berthemet

**C**ertains y voient un nouveau flottement de la communication de l'Élysée, quand d'autres affirment qu'il s'agit d'un rétropédalage en règle. Derrière ce débat, la question des responsabilités françaises dans le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994.

Le sujet est naturellement revenu ce week-end alors que ce pays célébrait le 30<sup>e</sup> anniversaire des massacres, qui ont conduit à la mort d'au moins 800 000 personnes. Emmanuel Macron avait dit qu'il ne ferait pas le déplacement. Mais l'Élysée annonçait jeudi la diffusion d'une vidéo à cette occasion précisant que « le chef de l'État rappellera (...) que la France, qui aurait pu arrêter le génocide (...), n'en a pas eu la volonté ». Ces quelques mots sur le « manque de volonté » ont suffi à agiter les esprits car ils ont très vite été interprétés comme le signe d'un rapprochement supplémentaire avec Paul Kagame.

Mais dimanche, jour de la cérémonie, ces mots n'ont pas été prononcés dans la vidéo présidentielle. Dans le message, inhabituellement court pour Emmanuel Macron et dont la diffusion est demeurée très restreinte, il se contente de n'avoir « aucun mot à ajouter, aucun mot à retrancher » à ceux prononcés lors de son discours de mai 2021.

La simple allusion à ce discours - certes bien accueilli à Kigali à l'époque, car mettant fin à des années de brouilles diplomatiques - a déçu. Si Paul Kagame n'en a rien dit, sur les réseaux sociaux, l'irritation des associations du souvenir face au refus de Paris de demander pardon était palpable.

C'est en France, comme presque toujours quand il s'agit du Rwanda, que la polémique a enflé, à gauche comme à droite. À peine le communiqué de l'Élysée de jeudi publié, l'Institut François Mitterrand s'offusquait. Gardienne de la mémoire de l'ancien président, cette fondation est déjà agacée par un rapport publié en 2021 sous la direction de l'historien Vincent Duclert. Le texte concluait des « responsabilités lourdes et accablantes » de la France et se montre peu amène sur l'« aveuglement » du président Mitterrand et de son entourage. Les réseaux militaires s'émouvaient eux aussi de la tonalité des propos prêtés à Emmanuel Ma-

cron, redoutant une mise en cause du rôle de l'armée française.

Tout le week-end, les communicants de l'Élysée se sont attachés à déminer, multipliant les appels aux rédactions, assurant que le président n'a jamais envisagé un « manque de volonté ». « S'il y a eu des erreurs de communication, je les assume », disait ainsi Anastasia Colosimo, conseillère pour la presse internationale du président. « C'est une polémique qui est vaine », déclarait pour sa part Stéphane Séjourné depuis le Quai d'Orsay.

Les dénégations sont cependant restées sans grand impact. En France, les relations avec le Rwanda sont un sujet hautement sensible. Les mots sont normalement pesés au trébuchet, faisant naître un doute sur ce brusque amateurisme. « Cette communication hasardeuse, ainsi que l'absence de démenti clair, est de nature à créer de la confusion sur la position du président », estime Jean Glavany à la tête de l'Institut François Mitterrand.

Dès lors, faut-il croire à une volonté finalement contrariée de l'Élysée ou à l'erreur d'une petite main ? En février, l'annonce de l'invitation de l'association des Soulèvements de la Terre à discuter avec le président au Salon de l'agriculture avait suscité une intense colère avant d'être démentie et attribuée à une maladresse de communication.

« Je ne pense pas que le président ait reculé, glisse un ancien ambassadeur. Il ne ferait pas d'avancées sur une telle question par un simple message vidéo. » Mais si la polémique a pris, c'est que le fond du message était en réalité crédible. Dans l'entourage du président, plusieurs conseillers sont notamment favorables à la présentation d'excuses au peuple rwandais, pour tourner la page et redorer l'image de la France en Afrique. Leur plaidoyer gagne des partisans. Antoine Anfré, l'ambassadeur de France à Kigali fut, au début des années 1990, en poste en Ouganda d'où il alertait sur les risques existants au Rwanda. Surtout cette déclaration sur l'« absence de volonté » prêtée au président n'a rien de bien révolutionnaire. Elle ressemble à celle prononcée par le même Emmanuel Macron en 2021 : « Nous avons, tous, abandonné des centaines de milliers de victimes à cet infernal huis clos. » ■

## FIGAROVox

**GUERRE ISRAËL-HAMAS**  
« Quelques motifs d'espoir sur l'issue du conflit », une tribune de Salomon Malka.

**POLICE**  
« Il est temps d'octroyer un vrai pouvoir judiciaire aux polices municipales, une tribune de Xavier Latour et Olivier Renaudie.

## LES RENCONTRES DU FIGARO

Général François Lecointre  
Le 13 mai à 20h, Salle Gaveau.  
Tarif: 25 €. Placement libre

Réservations :  
[www.lefigaro.fr/rencontres](http://www.lefigaro.fr/rencontres).

Informations :  
01 70 37 18 18



FABEN CLAIREFOND

**le club**  
**LE FIGARO**  
Culture  
Ce soir à 22h sur  
Le Figaro TV, présenté par  
Jean-Christophe Buisson

## LE FIGARO

Dassault Médias  
(actionnaire à plus de 95%)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Président-directeur général  
Charles Edelstenne  
Administrateurs  
Thierry Dassault,  
Olivier Costa de Beauregard,  
Benoît Habert,  
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS  
(société éditrice)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris

Président  
Charles Edelstenne  
Directeur général,  
directeur de la publication  
Marc Feuillée

Directeur des rédactions  
Alexis Brézet  
Directeur délégué de la rédaction  
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction  
Gaëtan de Capelle (Économie),  
Laurence de Charette  
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie  
von Claer (Style, Art de vivre, F),  
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,  
Photo, Révision, DA),  
Jacques-Olivier Martin (directeur  
de la rédaction du Figaro.fr),  
Étienne de Montety (Figaro  
Littéraire), Bertrand de Saint-  
Vincent (Culture, Télévision),  
Yves Thérard (Enquêtes,  
Opérations spéciales, Sports,  
Sciences).

Directeur artistique  
Pierre Bayle  
Rédacteur en chef  
Frédéric Picard (Web)  
Directeur délégué  
du pôle news  
Bertrand Gie  
Éditeurs  
Robert Mergui  
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS  
23-25, rue de Provence, 75009 Paris  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général  
Aurore Domont  
Directeur, administration, rédaction  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Tél. : 01 57 08 50 00  
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France  
Mid Print, 20600 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852  
Commission paritaire n° 0426 C 83022  
Pour vous abonner : Lundi au vendredi de 7h à 18h ;  
samedi de 9h à 13h au 01 70 37 31 70, Fax : 01 56 56 70 11.  
Gérez votre abonnement, espace Client : [www.lefigaro.fr/client](http://www.lefigaro.fr/client)  
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine  
Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.  
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal  
est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen sous  
le numéro FR/011/001. EcoPrintation : Prot. 0,002 kg/tonne de papier.